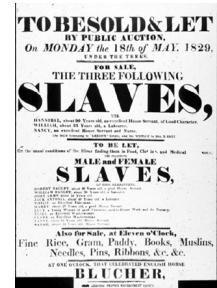


Journée d'étude



Le travail constraint dans les Amériques avant l'abolition de l'esclavage : codifications juridiques, transferts et harmonisation des pratiques



Université de Poitiers
vendredi 16 octobre 2015

La croissance démographique et économique des colonies nord-américaines et caribéennes est intimement liée à l'exploitation et à l'introduction, dès le XVIIe siècle, de travailleurs non libres. Après le relatif échec de l'asservissement des Amérindiens, la mise en place de l'engagement répond au besoin de pallier le manque de main-d'œuvre, tout en assurant le peuplement des colonies. En outre, la politique de déportation d'enfants vagabonds dans le cadre d'apprentissages, de gens sans aveu et autres condamnés de droit commun permet de délivrer le Vieux Continent de populations jugées indésirables. L'augmentation de l'immigration européenne entraînée par la diminution des frais de traversée, provoque la baisse du coût de revient des travailleurs libres et conduit à la mutation progressive du système d'engagement vers le *Redemptioner system*. Au cours du XVIIIe siècle, le recours grandissant à l'esclavage noir précipite la disparition de la servitude des travailleurs blancs. L'adoption de nouvelles formes de travail non libre répond, avant tout, à des impératifs économiques, aussi bien en termes de profitabilité que de gestion de la population servile. Cependant, la substitution d'une forme de main-d'œuvre contrainte par une autre ne se produit pas de façon brutale et ordonnée : ce passage se traduit par une période de transition, étape durant laquelle coexistent plusieurs conditions juridiques non libres.

Cette journée d'étude se propose d'historiciser l'instauration et le développement des formes de travail non libres dans l'espace nord-américain et caribéen avant l'abolition de l'esclavage. En portant un intérêt particulier aux processus de codification juridique qui régissent les différentes formes de servitudes contraintes, elle souhaite mettre en évidence les continuités, les emprunts et les ruptures entre les législations mais également entre les pratiques. Qu'elle soit engagée, apprentie, condamnée ou asservie, la main-d'œuvre contrainte recouvre une grande diversité d'expériences personnelles et collectives, selon les époques et les lieux. Aussi, outre l'examen de la construction d'un arsenal juridique destiné au contrôle et à la discipline des travailleurs non libres, l'une des ambitions de cette journée sera également d'évaluer, au travers d'études de cas, l'écart entre les discours et les pratiques, afin de mettre en évidence la part irréductible de tout être ou groupe social à s'affranchir des injonctions normatives.

Les participants sont invités à s'interroger sur les pistes, non exhaustives, de réflexion suivantes :

- Une approche comparative entre les législations, les époques et les régions

- Le rôle joué par l'appartenance raciale, l'origine géographique ou la confession religieuse dans l'intégration sociale et dans le traitement des travailleurs non libres
- Les enjeux sociaux, politiques et sécuritaires posés dans la gestion de la population non libre dans les périodes de coexistence entre plusieurs statuts de travailleurs non libres
- L'assignation à des tâches professionnelles spécifiques selon le type de main-d'œuvre non libre et son importance démographique
- L'écart entre la/les législation(s) et la/les pratique(s)
- Le renouveau historiographique que permet le développement de nouvelles technologies, notamment en matière de traitement des données et de reconstruction des trajectoires personnelles ou collectives

Les langues de la journée d'étude sont l'anglais et le français.

Les propositions de communication, d'environ 300 mots, incluant un titre et le rattachement institutionnel, ainsi qu'une courte biographie d'une page maximum sont à envoyer à l'adresse suivante **boundlabour2015@gmail avant le 15 avril 2015**. Les actes seront publiés.

Comité d'organisation :

Lawrence Aje (Université Paul - Valéry, Montpellier 3 - EMMA)

Anne-Claire Faucquez (Université Panthéon - Assas - EA 1569 : Transferts critiques et dynamiques des savoirs, Université Paris VIII)

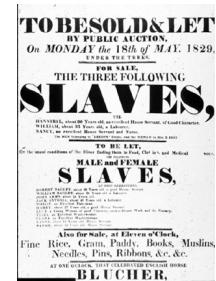
Elodie Peyrol-Kleiber (Université de Poitiers - MIMMOC)

One-day conference



Bound labor in the Americas before the abolition of slavery: legal codifications, transfers and the harmonization of the practices

Poitiers University, France,
Friday October 16th, 2015



From the 17th century onwards, the demographic and economic growth of the North American and Caribbean colonies was intricately linked to the introduction and subsequent exploitation of bound labor. The implementation of indentured servitude addressed the need to compensate for the scarcity of labor, after the relative failure of the enslavement of Native Americans, while also assuring the peopling of the colonies. By the same token, the deportation of vagrant children, of vagabonds and convicts also provided a means for the Old Continent to rid itself of its undesirable population. The rise in European immigration that resulted from the decrease of sea transportation costs made free labor more economically attractive and gradually transformed the indentured servitude system into the Redemptioner System. During the course of the 18th century, the increasing reliance on black bonded labor led to the disappearance of white indentured servitude. Economic incentives - be they in terms of productivity or in the cost of controlling the laborers - motivated the adoption of new forms of bound labor. However, the substitution of one form of unfree labor for another did not occur in a sudden and orderly fashion: the change was characterized by a period of transition during which several types of bound labor coexisted.

This one-day conference aims at historicizing the implementation and development of different forms of bound labor in North America and in the Caribbean before the abolition of slavery. By specifically focusing on the process of legal codification, it intends to underline the continuities, the transfers and the differences that existed between the legislations which applied to various forms of unfree labor, but also between practices. Bound labor took many forms (indentured servitude, apprenticeship, convict labor, slavery, etc.) and encompassed diverse personal and collective experiences, depending on the geographic location and the historical period. Besides examining the construction of a legal arsenal aimed at controlling and disciplining unfree laborers, this one-day conference will also endeavor to assess, through case studies, the disparities between rhetoric and reality, in order to highlight the indomitable propensity for individuals or social groups to emancipate themselves from normative injunctions.

We welcome presentations based on a variety of topics such as:

- a comparative approach between different legislations, different time periods and different geographic locations

- the extent to which social and geographical origins, or religious confession, influenced unfree laborers' social integration and treatment
- the social and political difficulties posed by the coexistence of various forms of bound labor
- the specialization and assignment to professional tasks according to the type of bound labor force
- the gap between law and practice
- the historiographic progress which the development of new technologies allows, namely in the treatment of data and the reconstruction of personal or collective trajectories

The languages of the one-day conference will be French and English.

For consideration, please submit a paper proposal of 300 words and a 1 page CV by **April 15, 2015** to **boundlabor2015@gmail.com**

A selection of papers presented at the conference will be published.

Conference organizers:

Lawrence Aje (Université Paul -Valéry, Montpellier 3 - EMMA)

Anne-Claire Fauquez (Université Panthéon - Assas - EA 1569: Transferts critiques et dynamiques des savoirs, Université Paris VIII)

Elodie Peyrol-Kleiber (Université de Poitiers - MIMMOC)